

Le Burundi annonce des mesures pour encourager les caféiculteurs

@rib News, 04/05/2017 – Source Xinhua – Le ministre burundais de l'Agriculture et de l'Elevage, D^o Guide Rurema, a annoncé jeudi des mesures qui encouragent les producteurs de café et protègent l'économie nationale. Au cours d'un point de presse qu'il a animé jeudi, il a fait savoir que "le prix au producteur ne doit pas être inférieur à 500 francs burundais (près de 0,3 dollars) par kilogramme de café cerise.

Il a ajouté que le paiement se fera en deux tranches, à savoir le premier avant la fin du mois de juin 2017 et le second avant la fin du mois de juillet 2017. Les autres mesures concernent la gestion des centres de collecte du café cerise. D'une part, les centres qui ne respectent pas le règlement de production du café sont, dit-il, "à supprimer" et, d'autre part, que ces centres seront gérés par les propriétaires des stations de dépulpage-lavage. Le ministre D^o Guide Rurema a indiqué que des équipes ont été mises en place pour effectuer des descentes sur terrain en vue d'évaluer le déroulement de la campagne café et de sensibiliser tous les acteurs sur ces mesures prises. Il a profité de l'occasion pour interpellé les services techniques de son ministère d'assurer un bon encadrement pour que les intérêts de tous les intervenants de la filière café en général et des producteurs en particulier soient sauvegardés. La dernière mesure prise parmi celles qu'il a annoncées concerne la lutte efficace contre la fraude du café. Le gouvernement ne tolérera aucune fraude du café. "Nous en profitons pour demander à tous les administratifs, du sommet à la base et aux commissaires provinciaux qui sont sur les frontières, d'être vigilants pour décourager cette pratique qui met en cause les efforts du gouvernement et des agriculteurs pour une redynamisation de cette culture", a martelé le ministre. Le café est l'un des principaux produits d'exportation du Burundi à côté d'autres cultures comme le thé et le coton, et des minerais comme l'or. Burundi : le prix par kg de café cerise pour la campagne café 2017-2018 sera "motivant" pour les caféiculteurs. Le prix par kilogramme (kg) de café cerise pour la campagne café 2017-2018 sera "motivant" pour les caféiculteurs dans la mesure où il ne devra pas être en dessous de 500 francs burundais, a annoncé le ministre burundais de l'Agriculture et de l'Elevage, D^o-Guide Rurema, dans un communiqué de presse publié jeudi à Bujumbura. "Ce prix incitatif destiné à soutenir les efforts des caféiculteurs, va pousser ceux-ci à rester attachés à cette culture industrielle, en renonçant notamment aux tentations d'acheminer leur café vers des pays voisins, et sera aussi un stimulant pour s'adonner encore à cette culture en termes de productivité accrue", a-t-il expliqué. Cette note du ministre Rurema est sortie à l'issue d'une série de séances de concertation organisées depuis le 11 avril dernier à l'intention de tous les intervenants dans la filière café au Burundi. Lancé au Burundi vers les années 1920, le café est aujourd'hui aux côtés du thé, du coton et de l'huile de palme, une des principales cultures industrielles du pays et dont les exportations représentent plus de 70% d'apports en devises pour l'Etat burundais. "Dorénavant les caféiculteurs ne seront plus payés cash, mais le seront seulement en deux temps, dont le premier paiement est fixé avant la fin du mois de mai 2017 dans les zones où la campagne a déjà commencé, et le deuxième interviendra avant la fin de juillet prochain", a recommandé le ministre Rurema. Le paiement cash est "strictement interdit", a-t-il insisté avant d'annoncer également que les centres de collecte de café, qui ne se conformeront pas au règlement de production du café par "fully washed" et "washed", seront rayés de la liste des intervenants dans la filière café. Dans un élan de donner un coup d'accélérateur au processus de redynamisation de la culture caféicole au Burundi, a-t-il signalé par ailleurs, le gouvernement burundais "ne va pas tolérer quiconque va s'adonner à la fraude du café" pour éviter de mettre en péril les efforts des caféiculteurs. L'ultime objectif de ces mesures de redressement dans la filière café au Burundi, a-t-il souligné, est "d'éviter à jamais le désordre à chaque maillon d'intervention, mais plutôt de promouvoir la culture de la transparence et de l'honnêteté" pour protéger les intérêts du Burundi en général et ceux des populations agricoles productrices en particulier. Le 11 avril dernier, la Banque de la République du Burundi a annoncé l'ouverture d'une fenêtre café en son sein pour permettre aux banques commerciales locales, de "se refinancer à un taux de 3%", afin qu'à leur tour, elles puissent financer aisément la campagne café au profit de tous les intervenants. Ce financement devra être accordé pour protéger les intérêts des différents opérateurs de la filière café au Burundi dont les producteurs de la matière première, les usiniers, les exportateurs, les banques commerciales et l'Etat burundais qui joue un rôle prépondérant dans le processus, et ce depuis l'étape initiale de production jusqu'à l'encaissement des recettes d'exportation en devises.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});